

La décision de résiliation est notifiée à la personne par tout moyen permettant d'établir avec certitude la date de sa réception. La décision est motivée et comporte la mention des voies et délais de recours.

## R. 5141-32

Décret n°2010-1642 du 23 décembre 2010 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les décisions de refus d'accompagnement et de résiliation du contrat d'accompagnement peuvent faire l'objet d'un recours hiérarchique devant le préfet de région.

## R. 5141-33

Décret n°2010-1642 du 23 décembre 2010 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un arrêté du ministre chargé de l'emploi fixe la composition du dossier de demande et le modèle de contrat d'accompagnement.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Nouvel accompagnement pour la création ou la reprise d'entreprise (Nacre) : Organisation des parcours d'accompagnement pour la création ou la reprise d'entreprise

### Sous-section 2 : Modalités de délivrance d'un label

## R. 5141-34

Décret n°2010-1642 du 23 décembre 2010 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Il est créé un label attestant de la capacité d'une personne physique ou morale à assurer une ou plusieurs des phases de conseil et d'accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprise mentionnées à l'article **R. 5141-29**.

La décision d'accorder le label, pour une ou pour l'ensemble des phases mentionnées à l'article **R. 5141-29**, est prise par le préfet de région.

Les conditions d'octroi du label, sa durée de validité ainsi que les conditions de renouvellement et de prorogation sont définies par un arrêté du ministre chargé de l'emploi.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Nouvel accompagnement pour la création ou la reprise d'entreprise (Nacre) : Conditions de délivrance d'un label

## Chapitre II : Contrat d'appui au projet d'entreprise

## R. 5142-1

Décret n°2014-524 du 22 mai 2014 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dès la conclusion du contrat d'appui au projet d'entreprise prévu à l'article **L. 5142-1**, la personne morale responsable de l'appui informe, d'une part l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) ou la Caisse générale de sécurité sociale (CGSS), d'autre part Pôle emploi de la conclusion du contrat d'appui et du terme prévu (1).

Elle les informe de ses renouvellements ou de sa rupture anticipée.

## R. 5142-2

Décret n°2021-300 du 18 mars 2021 - art. 40

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le bénéficiaire procède à l'immatriculation de son entreprise et qu'il effectue la déclaration prévue à l'article **R. 123-16 du code de commerce**, l'organisme unique mentionné à l'article **R. 123-1** du même code transmet aux organismes auxquels le bénéficiaire du contrat est tenu, le cas échéant, de s'affilier, à l'issue de ce contrat, une copie de celui-ci portant mention de son terme prévu.